

L'économie belge a besoin d'un coup de fouet

La confiance patronale recule dans la plupart des secteurs. Mais les contraintes budgétaires ne permettront pas au prochain gouvernement de faire des folies.

EXPRESS

La confiance des chefs d'entreprise a reculé au mois de juillet, surtout dans le commerce et la construction.

Standard & Poor's maintient sa note «AA stable» pour la Belgique, estimant que le nouveau gouvernement fera le nécessaire pour restaurer la compétitivité.

Celui-ci devra travailler dans un cadre budgétaire étriqué. La dette belge a grimpé à 105,1% du PIB, ce qui signifie que chaque Belge a une dette de 36.090 euros qui pend au-dessus de sa tête.

JEAN-PAUL BOMBAERTS

Alors que la future coalition suédoise va devoir plancher sur des mesures d'économies budgétaires, force est de constater que l'économie belge n'affiche pas une santé de fer.

La confiance des chefs d'entreprise s'est dégradée au cours du mois qui s'achève. Le baromètre de la Banque nationale est passé de -6,3 à -7,5 points entre juin et juillet. Rappelons que le baromètre est basé sur une enquête de perception (carnet de commandes, environnement économique, etc.). La morosité prévaut surtout dans le secteur du commerce, où les prévisions de demande et, dans une moindre mesure, les perspectives de commandes auprès des fournisseurs se sont détériorées.

Les soldes d'été n'ont pas apporté les résultats escomptés. D'après une enquête du

Syndicat neutre des indépendants (SNI) auprès de ses membres, les magasins de vêtements et de chaussures auraient vu leur chiffre d'affaires baisser de 1,5% par rapport aux soldes de l'été dernier. Deux facteurs expliquent cette relative contre-performance: la généralisation de l'e-commerce et le printemps doux qui a poussé les consommateurs à compléter leur garde-robe d'été dès les mois d'avril et de mai.

Les perspectives ne sont guère meilleures dans la construction: le carnet de commandes s'est fortement affaibli par rapport au mois dernier et les entrepreneurs s'attendent clairement à ce que cette évolution négative se poursuive au cours des trois prochains mois. Le secteur fait actuellement face à une concurrence féroce en provenance des pays d'Europe de l'Est qui détachent des travailleurs chez nous. À plusieurs reprises déjà, les représentants du secteur ont interpellé le politique à ce sujet.

Rating inchangé

Cela étant, l'année 2014 ne devrait pas nécessairement être un mauvais cru. La prévision de croissance du PIB est de l'ordre de 1,4%.

C'est bien mieux que le 0,2% de l'an dernier.

L'agence de notation Standard & Poor's a d'ailleurs décidé, vendredi, de ne pas modifier le rating de la Belgique: il est toujours fixé à un double A, assorti d'une perspective stable. «Nous prévoyons une reprise graduelle de l'économie en Belgique, une stabilisation de ses paramètres d'endettement et une atténuation des risques en ce qui concerne le processus de recapitalisation du secteur financier. (...) Nous nous attendons à ce que le nouveau gouvernement se focalise sur des réformes structu-

relles en vue de restaurer la compétitivité de l'économie ainsi que sur la consolidation budgétaire pour inverser la tendance à la hausse de l'endettement», a fait savoir l'agence américaine.

Réduire l'endettement

Les derniers chiffres d'Eurostat montrent que la dette belge s'établit au troisième trimestre 2014 à 404 milliards d'euros, soit 105,1% du produit intérieur brut (PIB). Or, on considère que pour un pays aussi lourdement endetté que la Belgique, il convient de ne pas dépasser le seuil psychologique de 100% d'endettement. Au niveau de la zone euro, l'endettement est de 93,9% seulement.

Concrètement, ces chiffres signifient que sur chaque citoyen belge repose aujourd'hui une dette de 36.090 euros (voir graphique). Un lourd héritage pour les générations futures. Deux autres pays nous précèdent: le Japon et les Etats-Unis. Sauf que la dette japonaise est largement détenue par les habitants de l'archipel, ce qui n'est plus autant le cas pour la Belgique.

C'est donc une tâche plutôt rude qui attend les négociateurs de la future coalition dite «suédoise». Il faudra relancer l'activité tout en veillant à resserrer les boulons au niveau budgétaire. D'après le Comité de monitoring (un groupe d'experts qui assiste le gouvernement au niveau budgétaire), d'ici la fin de la législature en 2019, ce sont 17 milliards d'euros qu'il faudra trouver pour respecter les engagements de la Belgique vis-à-vis de l'Europe. Une coquette somme.

DETTE PUBLIQUE PAR HABITANT

